

Comme cela avait déjà été le cas en 2018, Olivier Dussopt n'a pas tenu de RDV salarial ce 2 juillet 2019. Cette réunion ressemblait plus à une présentation du futur agenda social.

Sans surprise certes, aucune mesure générale n'a été annoncée.

- Pas de revalorisation de la valeur du point d'indice. Pas de rattrapage. Une nouvelle fois, tel un mantra « ça coûte beaucoup pour trop peu pour le peu que cela rapporte à chacun » ... C'est méconnaître la réalité de la vie quotidienne des agent-e-s pour qui 10€ permet de finir le mois.
- Pas de suppression de la journée de carence, mesure injuste pour toutes et tous, dans le privé et le public.
- Pas de mesure assurant la pérennité de la compensation de la hausse de la CSG à la hauteur des pertes subies.
- Quant à la revendication de Solidaires de l'octroi d'un nombre de points d'indice identique pour toutes et tous... Que nenni !
- Pas de véritable mesure de réduction des inégalités salariales entre les femmes et les hommes

Pas de... Pas de... Voilà donc la réponse du gouvernement aux légitimes revendications de mesures générales des agent-e-s de la fonction publique.

Les quelques mesures annoncées sont pour certaines des mesures utiles comme par exemple la revalorisation des frais de repas ou de revalorisation des montants des CESU garde d'enfants mais qui ne relèvent en rien de ce qui devrait être annoncé lors d'un RDV salarial.

Il ne s'agit de rien d'autre que de tours de passe-passe pour donner « l'illusion de », sans, en fait, sortir un centime de plus et donc reconnaître le travail de toutes et tous...

PPCR sert de substitution au gouvernement à toute revendication salariale indiciaire.

Par ailleurs, le gouvernement considère désormais la rémunération au mérite comme un exemple à suivre pour l'ensemble des versants et l'intègre dans le rendez-vous salarial.

Il s'agit d'accélérer le déploiement du RIFSEEP (Etat et Territorial), d'opérer une refonte de la prime de service (Hospitalière), de développer la part variable (indemnitaire) individuelle et l'intéressement collectif sur l'ensemble des versants.

Il s'agit pour Solidaires, opposé à ce type de rémunération incompatible avec un exercice des missions impartial et neutre des missions de service public, d'une provocation.

Les agent-e-s de la Fonction Publique sont donc une nouvelle fois ignoré-e-s en plus d'être malmené-e-s à travers le projet de loi fonction publique mais aussi à travers les réformes destructrices dans les différents versants, secteurs et administrations, réformes qui vont saper les fondements de la fonction publique et des services publics. Les conséquences pour les agent-e-s, à travers notamment le recours au contrat, synonyme de précarité mais aussi la mobilité forcée, seront dramatiques.

Pour toutes ces raisons et face à l'obstination et au refus d'écoute du gouvernement, Solidaires a choisi de quitter la séance avec la CGT, FO et la FSU.